

<http://divergences.be/spip.php?article4306>



Sur le 10 septembre

- Aujourd'hui - 2025 - octobre 2025 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 septembre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Temps critiques](#)

Cet appel à « Tout bloquer » le 10 septembre 2025 est très différent de l'appel des Gilets jaunes à occuper les ronds-points en octobre-novembre 2018. Sa source n'est pas clairement identifiable, même si « Les essentiels », un petit groupe freixiste, semble à son origine. Mais surtout, il ne contient aucune référence qui puisse signifier un ou des collectifs autour d'un emblème repérable comme ont pu l'être le gilet jaune ou les parapluies de Hong-Kong. C'est un peu comme si l'air du temps était à la révolte ou du moins à la colère ou encore à l'indignation (ça veut brasser très large) et que cela suffirait à relayer l'appel en embrayant sur toutes les revendications et modes d'action possibles, des plus limités comme débrancher sa box aux plus extrêmes comme encercler Paris. Dans ce flou ou cet aspect gazeux, on en oublierait un peu qu'il n'y a pas qu'un ennemi en face (peu importe celui qui est principalement désigné : l'État et sa police, le gouvernement, Macron), mais toute une organisation des rapports sociaux à laquelle bon gré ou mal gré nous participons, avec leur agencement de dépendance réciproque hiérarchisée et leur sédimentation, qui structure la domination de façon bien plus complexe que celle qui opposerait les « eux » et les « nous », comme s'il n'y avait que deux forces face à face et qu'il suffisait que « nous » prenions l'initiative, à tout moment donc et pourquoi pas le 10 septembre.

Rétrospectivement, le mouvement des Gilets jaunes montrait une capacité étonnante à désigner des objectifs en tenant compte de ses positions géographico-sociales. Ils avaient une certaine conscience de leur incapacité à bloquer quoi que ce soit du fait qu'ils se rendaient compte de leur extériorité relative au rapport d'exploitation et à la production. Le lieu choisi pour l'occupation constituait ainsi non un nœud de production, mais un lieu de circulation que tout un chacun peut s'approprier, ne serait-ce que temporairement ou en transformant la destination (d'échanges de flux en échange de paroles, sans que celle-ci ne se formalise dans la parole pour la parole comme ce fut le cas parfois pour Nuit debout, ni dans la palabre chère aux « radicaux ») ; bref, faire de sa faiblesse une force et non pas exposer cette faiblesse comme l'ont fait les tenants de la fausse convergence des luttes à l'époque. La force des Gilets jaunes a été, entre autres, de tenir un équilibre entre l'action directe, la parole libérée, mais contrôlée (les questions qui pouvaient diviser ont le plus souvent été mises de côté ou secondarisées) et la réflexivité du mouvement sur lui-même, au jour le jour. Il ne s'est jamais perdu dans le discours et n'en a d'ailleurs proposé aucun au pouvoir comme aux médias, d'où sa relative irréductibilité et le fait qu'il n'y a jamais rien eu à négocier.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Les raisons de la colère sont bien toujours là et même amplifiées. On a peu d'informations fiables sur les auteurs de l'initiative de l'appel au 10 septembre, mais ce qui est à peu près sûr, c'est qu'ils n'ont aucun moyen de « tout bloquer », sauf si les routiers entraient en action. À l'inverse, on a pu constater, pendant la crise sanitaire, que les fractions de salariés ou autres travailleurs désignés tout à coup comme essentiels ne l'étaient justement que du fait de la continuation de leur activité dans la crise et de la cessation, par comparaison, de celle, provisoire, des autres.

D'après les quelques enquêtes comme celle reproduite par *Le Monde*, ce 2 septembre, l'initiative s'ancrerait particulièrement dans les petites et moyennes communes, moins dans les métropoles, ce qui est à la fois commun aux Gilets jaunes, mouvement peu urbain et différent, puisque cela ne touche pas essentiellement les périphéries. Les ouvriers/employés et les retraités, deux groupes centraux parmi les Gilets jaunes, sont sous-représentés. À l'inverse, les cadres, les étudiants et les lycéens ou encore les inactifs y sont surreprésentés. C'est moins l'expérience vécue de la précarité économique qu'une forte politisation à gauche, même si elle se veut autonome des partis et n'intervient pas sur le même type d'action que les syndicats. À cela s'ajoute une volonté d'engagement « pour les autres » qui semble motiver, pour eux, leur mobilisation. Or, s'il existe bien des « autres », ils ne forment pas a priori la « cible » privilégiée de la frange politisée, qui ne raisonne qu'en termes de « causes » et non de situations concrètes (la question du pouvoir d'achat n'apparaît qu'indirectement avec la volonté de lutter contre les inégalités

sociales, et la critique du stato-consumérisme apparaît risquée si, quittant son origine décroissante, elle rejoint une critique plus générale de l'intervention sociale de l'État, comme on peut le voir avec le projet de nouveau budget, la priorité gouvernementale accordée à la dette, la restriction de l'aide médicale aux étrangers, etc. Bref, cet intérêt volontariste risque d'être peu récompensé : un état-major sans troupes.

Cette extériorité ne se manifeste pas ici par un appel à bloquer l'espace public comme pour les ronds-points ou les manifestations de rue, mais à s'organiser pour tout pouvoir faire de chez soi et à partir de soi, flattant l'idée que nous dominons les machines plus qu'elles ne nous dominent. Il s'agirait de bloquer individuellement le « système » économique comme si celui-ci nous était extérieur. C'est en premier lieu une conception d'un peuple sans tache qui ne peut que rappeler de mauvais souvenirs [1] ; c'est en outre faire comme si ce « peuple » s'était déjà mis en mouvement du fait de sa capacité à « hacker » les micro-technologies. Certains se gargarisent de la supposée « intelligence collective » des mouvements (Paolo Virno [2]) qui se serait déjà incorporé l'intellectualité générale et, pourquoi pas, l'IA pendant qu'on y est [3], mais alors on ne peut qu'avoir des doutes sur son « autonomie » et on est ici bien loin des thèses opérastes d'origine dont est pourtant censé se réclamer Virno.

L'appel à la grève de la consommation redouble cette extériorité et rappelle l'origine sociologique des lanceurs de l'initiative, quand une part relativement importante de la population a déjà fait la « grève » des vacances et de tout ce qui ne relève pas de l'achat des produits de première nécessité.

De la même façon que l'action gouvernementale par l'article 49.3 interposé et imposé avait noyé le mouvement sur les retraites de juin 2023, sous un déluge d'arguments démocratiques avancés par des forces ayant peu à voir avec le mouvement lui-même, celui du 10 septembre réalise l'exploit involontaire d'être déjà noyé, avant même son éventuelle éclosion, sous les tentatives de noyautage de forces politiques (les partis de l'ex-« nouveau front populaire » et les divers groupuscules de la « gauche de la gauche ») ou syndicales (SUD), qui ont juré de ne pas se faire avoir une seconde fois, après leur cécité vis-à-vis du mouvement des Gilets jaunes.

L'indétermination dont parlent certains [4], s'inscrivait finalement dans cette tendance du mouvement à créer de l'instituant plus qu'à ne s'institutionnaliser, en recherchant des pratiques de démocratie directe en dehors des formes consacrées par les luttes prolétariennes historiques. Cette tendance contrebalançait une tendance au dédagisme également présente qu'on retrouve aujourd'hui dans l'appel, qui semble allier citoyennisme et populisme de gauche (cf. le soutien affirmé de LFI).

Aussi hasardeuse se présente l'idée que cette indétermination renforcerait la puissance, alors que la puissance suppose une forte détermination comme on peut le voir dans la façon dont l'État a réagi à ce qui le remettait en cause (Gilets jaunes en France, criminalisation des luttes ailleurs). Cette force, les Gilets jaunes ne l'ont pas acquise de l'indétermination de leur composition de classe et de l'hétérogénéité de leurs revendications, mais de l'action, d'une confrontation avec l'État dans les divers collectifs de lutte intervenant dans l'espace public.

Pour Michaël Foessel dans *Libération*, le 4 septembre 2025, à la mobilisation virtuelle d'un « On ne veut plus » d'en bas correspondrait un « On ne peut plus » d'en haut, situation définie historiquement au début du XXe siècle comme constituant la prémisse d'une phase pré-insurrectionnelle, à la différence près que les mots n'ont de sens que dans un contexte historique précis. On peut effectivement avoir des doutes sur un « on ne veut plus » de la base quand il ressemble souvent à un « on ne peut plus » (se constituer en collectif, faire grève, etc.). Quant au « on ne peut plus » du sommet, il concerne un gouvernement particulier avec sa constitution et son mode de scrutin, qui présuppose deux blocs et non pas trois. Cela n'est qu'un cas particulier de blocage politique dans le cadre plus général d'une crise des régimes démocratiques, mais nous ne sommes pas en 1917 en Russie quand Lénine énonça ce qui allait devenir une citation célèbre.

Il n'empêche que les initiateurs, tout en critiquant les médias *mainstream*, n'hésitent pas à utiliser leurs méthodes,

ainsi que celle des politiciens : l'effet d'annonce n'est pas réel, mais a un effet de réel comme aurait dit Foucault. Ainsi, des hôpitaux ou cliniques ont déprogrammé des opérations chirurgicales initialement prévues le 10 septembre.

Quant à ceux qui, à la rigueur, pourraient bloquer, ils appellent à la grève le 18 septembre, ne voulant pas se mélanger et perdre la potentielle direction de ce qui n'existe qu'à l'état de projet. A priori, l'espoir, pour les syndicats, de signer une sorte de nouveau 13 mai (1968) où le mouvement (essentiellement étudiant jusque-là) s'était résolu à quémander un soutien en échange d'une grève générale, apparaît ici bien faible ; ils se contenteraient sans doute d'un recul sur les jours fériés. En effet, leur tactique n'implique aucun retournement de type syndicaliste révolutionnaire, malgré l'appel incident de Mélenchon à la grève générale, laissant supposer qu'ils ont tiré en ce sens les leçons de l'échec de la lutte sur les retraites en 2023. À la sortie de l'été 2023 et jusqu'à aujourd'hui, ce qui domine, c'est bien une peur diffuse de la part des pouvoirs en place, mais aussi un sentiment de défaite et de désespoir chez ceux qui se sont battus. En ce sens, le feu ne couve pas sous la surface ordinaire des renoncements quotidiens.

Les derniers mouvements, dans leur devenu du moins, n'ont pas montré une autonomie du mouvement social qu'ils ne recherchaient d'ailleurs pas, à l'opposé souvent des tenants encore actuels de l'hypothèse autonome, mais une autonomisation du social lui-même dans la mesure où l'ancienne question sociale a été invisibilisée pour reprendre un mot à la mode, ce qui a produit l'isolement de mouvements que pourtant, nous disent les médias, tout le monde ou presque soutient... de loin. Les concerts de klaxon ici, les concerts de casseroles là-bas n'ont pas plus d'influence que les concerts de supporters partout dans les stades... sauf à croire que tout est spectacle.

[1] Alors que les Gilets jaunes faisaient mouvement dans tous les sens du terme, l'initiative en cours en appelle à un peuple préconstitué : « Le 10 septembre, on descend ensemble. Une seule voix, un seul peuple. Unis contre un système qui nous écrase », peut-on lire sur le mot d'ordre final d'une affiche dont le début trahit l'idéologie intersectionnelle popularisée et appliquée au social : « Tous unis. Peu importe ta religion, ta couleur, ton quartier, ton parcours. Noirs, blancs, arabes, croyants ou pas, travailleurs, chômeurs, retraités, SDF, jeunes de cité... Agriculteurs, routiers... Toute personne de notre population la main dans la main ».

[2] Cf. in *Lundi matin* du 1er septembre 2025, un extrait du texte de P. Virno, intitulé *Virtuosité et Révolution*, tiré lui-même de *Miracle, virtuosité et « déjà vu »*. *Trois essais sur l'idée de « monde »*, L'éclat, 1996.

[3] Les initiateurs utilisent Telegram, mais également Instagram, Facebook, X, Bluesky, Discord... Autant de réseaux qui permettent de diffuser à grande échelle des milliers de visuels, générés pour la plupart par de l'intelligence artificielle.

[4] Cf. Serge Quadruppani, « Vers le 10 septembre ou la puissance de l'indéterminé » publié dans *Lundimatin* du 1er septembre 2025, et [notre critique \(J. Guigou\) dans : « Hasardeuse prédiction : Remarques sur l'article de Serge Quadruppani... »](#) est donc beaucoup moins grande que pour les Gilets jaunes ; quant à la question de sa puissance, elle ne peut être évaluée en l'absence de réelle mise en mouvement de ce qui n'est pour le moment qu'un appel et non un mouvement. Il y a aujourd'hui une certaine confusion entre ce qu'on pouvait appeler « mouvement social », y compris même dans ses variantes de « nouveau mouvement social » à partir de 1986, par exemple en France avec le mouvement des conducteurs de train et des infirmières, pendant lequel le fil rouge des luttes de classes n'est pas encore coupé (les coordinations supplantent provisoirement les syndicats), et des mouvements comme ceux qui naissent à partir de la seconde moitié des années 2010. À la suite de Stéphane Hessel, l'initiative « Nuit debout » promeut l'indignation et la prise de parole publique au travers des tendances citoyennes ; les Gilets jaunes quant à eux expriment l'immédiat d'un ras-le-bol et l'action directe, avec toutefois et progressivement une référence à la révolution française qui vient historiciser et politiser le mouvement de l'intérieur, plus que par une intervention de forces extérieures. La mise en avant du RIC, malgré les critiques qu'on a pu apporter[[Cf. *Temps critiques* : « Dans les rets du RIC », mars 2019.}}